

Arrêté n°21-DRCTAJ/1- 42

mettant en demeure la SAS HUHTAMAKI La Rochelle située sur le territoire de la commune de l'ILE D'ELLE pour non-conformités majeures sur les rejets aqueux.

Le Préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu l'arrêté préfectoral N°18-DRCTAJ-1-622 du 24 octobre 2018 autorisant après régularisation la société HUHTAMAKI La Rochelle à augmenter la capacité de l'usine de fabrication d'emballages de type « fibres moulées » sur la commune de l'Île d'Elle concernant notamment la rubrique 3610-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu les articles 4.3.7 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral N°18-DRCTAJ-1-622 du 24 octobre 2018 susvisé qui disposent notamment :

Article 4.3.7 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C dans le cas général et à 35 °C en cas de traitement anaérobie ou lorsque l'eau utilisée est déjà à plus de 25 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l
-

Article 4.3.9.1 Rejets dans le milieu naturel

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Débit de référence	Rejet n°3	Rejet n°4
Maximal horaire en m³/h	50	60
Maximal journalier en m³/j	1100	1440
Moyenne mensuelle du débit journalier en m³/j	29250	15000
Maximal annuel en m³/an	351000	170000

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°3			Rejet n°4		Flux maximal spécifique global en moyenne annuelle en kg/t
		Concentration maximale (mg/l) (1)	Concentration maximale en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)/(en kg/t de pâte le cas échéant)	Concentration maximale (mg/l) (1)	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	
DCO	1314	280	140	154 (1,4)	280	140	1,4
DBO5	1095	90	45	49,8 (0,45)	90	45	0,45
MES	1305	90	45	49,5 (0,45)	90	45	0,45
Ntotal	1551	18	9 (2)	9,9	18	9 (2)	0,09
Ptotal	1350	1	0,5 (2)	0,55	1	0,5 (2)	0,005

(1) la concentration maximale est mesurée sur la base d'un prélèvement instantané (d'une durée minimale représentative).

(2) moyenne mensuelle

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée en considérant la concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle.

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 3 décembre 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 16 décembre 2020 ;

Considérant que lors de la visite en date du 18 novembre 2020 (Contrôle inopiné des effluents aqueux au niveau des rejets 3 et 4) et l'examen des éléments en sa possession via l'application GIDAF pour les mêmes points de rejet notamment sur la période d'août à octobre 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

Les résultats du contrôle inopiné du 18 novembre 2020 montrent les dépassements suivants pour un prélèvement ponctuel :

- Rejet n°4 (eaux techniques) :

. DBO5 : 110 mg/l pour une limite à 90 mg/ l.

- Rejet n°3 (eaux de procédé)

. DCO : 570 mg/l pour une limite à 280 mg/ l,

. DBO5 : 250 mg/l pour une limite à 90 mg/ l.

A noter également concernant les résultats de surveillance des rejets n°3 (eaux de procédé) et n°4 (eaux techniques) figurant dans l'application GIDAF, notamment les non conformités suivantes par rapport aux articles 4.3.7 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral n°18-DRCTAJ-1-622 du 24 octobre 2018 :

Rejet n°3 (eaux de procédé) :

- octobre 2020 :

- . DCO concentrations comprises entre 412 et 528 mg/l (moyenne à 472 mg/l), soit 31 jours de dépassements sur 31 (Valeur limite d'émission : 140 mg/l),
- . MES concentrations comprises entre 20 et 80 mg/l (moyenne à 43 mg/l), soit 12 jours de dépassements sur 31 (Valeur limite d'émission : 45 mg/l),
- . DBO₅ concentrations comprises entre 170 et 229 mg/l (moyenne à 191 mg/l), soit 4 jours de dépassements sur 4 mesures (Valeur limite d'émission : 45 mg/l),
- . Débit : rejet compris entre 608 et 2329 m³/j (moyenne 1303 m³/j), soit 20 jours de dépassements sur 31 (limite : 1100 m³/j).

- septembre 2020 :

- . DCO concentrations comprises entre 329 et 478 mg/l (moyenne à 409 mg/l), soit 30 jours de dépassements sur 30 (Valeur limite d'émission : 140 mg/l),
- . MES concentrations comprises entre 20 et 90 mg/l (moyenne à 55 mg/l), soit 22 jours de dépassements sur 31 (Valeur limite d'émission : 45 mg/l),
- . DBO₅ concentrations comprises entre 84 et 192 mg/l (moyenne à 135 mg/l), soit 4 jours de dépassements sur 4 mesures (Valeur limite d'émission : 45 mg/l),
- . Débit : rejet compris entre 527 et 1749 m³/j (moyenne 1131 m³/j), soit 18 jours de dépassements sur 31 (limite : 1100 m³/j).

- août 2020 :

- . DCO concentrations comprises entre 211 et 500 mg/l (moyenne à 354 mg/l), soit 31 jours de dépassements sur 31 (Valeur limite d'émission : 140 mg/l),
- . MES concentrations comprises entre 8 et 200 mg/l (moyenne à 54 mg/l), soit 17 jours de dépassements sur 31 (Valeur limite d'émission : 45 mg/l),
- . DBO₅ concentrations comprises entre 73 et 165 mg/l (moyenne à 127 mg/l), soit 5 jours de dépassements sur 5 mesures (Valeur limite d'émission : 45 mg/l),
- . Débit : rejet compris entre 350 et 2215 m³/j (moyenne 1018 m³/j), soit 13 jours de dépassements sur 31 (limite : 1100 m³/j)

et pour le rejet n°4 (eaux techniques) :

- octobre 2020 :

- . MES concentrations comprises entre 1 et 135 mg/l (moyenne à 42 mg/l), soit 11 jours de dépassements sur 31 (Valeur limite d'émission : 45 mg/l),

- septembre 2020 :

- . MES concentrations comprises entre 2 et 98 mg/l (moyenne à 28 mg/l), soit 6 jours de dépassements sur 30 (Valeur limite d'émission : 45 mg/l),
- . Températures comprises entre 29,2 et 36,2°C (moyenne à 33°C), soit 7 jours de dépassements sur 9 mesures (Valeur limite : 30 dans le cas général et 35 si la température de l'eau est supérieure à 25°C).

- août 2020 :

- . MES concentrations comprises entre 6 et 56 mg/l (moyenne à 22 mg/l), soit 2 jours de dépassements sur 31 (Valeur limite d'émission : 45 mg/l),
- . Températures comprises entre 29,2 et 39,8°C (moyenne à 37,4°C), soit 20 jours de dépassements sur 21 mesures (Valeur limite : 30 dans le cas général et 35 si la température de l'eau est supérieure à 25°C).

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 4.3.7 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Huhtamaki La Rochelle de respecter les dispositions des articles 4.3.7 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de Vendée

ARRÊTE

Article 1 - La société HUHTAMAKI La Rochelle exploitant une installation de fabrication d'emballages de type « fibres moulées » sise 4, rue des Ponts Neufs sur la commune de l'Île d'Elle est mise en

demeure de respecter les dispositions des articles 4.3.7 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral N°18-DRCTAJ-1-622 autorisant après régularisation la société HUHTAMAKI La Rochelle à augmenter la capacité de l'usine de fabrication d'emballages de type « fibres moulées » du 24 octobre 2018 en justifiant sur une période de trois mois le respect des articles 4.3.7 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral N°18-DRCTAJ-1-622 dans un délai de **15 mois à compter de la notification du présent arrêté**.

Article 2 – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, **dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Conformément aux dispositions des articles L.171-11 du code de l'environnement et R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NANTES (6 allée de l'Île-Gloriette - BP 24111 - 44041 Nantes Cedex 1). La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de L'ILE-D'ELLE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – pôle environnement.

Article 6 : La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, et dont une copie sera transmise au sous-préfet de FONTENAY LE COMTE.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 19 janvier 2021

Le préfet,
Pour le préfet,
La secrétaire générale

Anne TAGAND